

Eckert.Dossiers No. 1

Nicolas Beaupré

Partie 5:
Guerre, cultures et sociétés européennes

Beaupré, Nicolas. „Partie 5: Guerre, cultures et sociétés européennes.“ In *L'Europe et le monde*, hg. v. Corine DeFrance, Reiner Marowitz und Ulrich Pfeil. Eckert.Dossiers 1 (2009).
<http://www.edumeres.net/urn:urn:nbn:de:0220-2009-0001-069>.

edumeres.net



Ce document a été publié sous la licence creative-commons:
Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 3.0 Unported;
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/deed.fr>

Nicolas Beaupré

Partie 5: Guerre, cultures et sociétés européennes

On assiste actuellement à une prise de conscience accrue de l'importance de l'impérialisme et de la colonisation dans l'histoire mondiale du XIXe et XXe siècle, qui trouve son écho dans une vaste production historiographique. L'Europe est ce faisant de plus en plus conçue non comme un monde hermétique, mais comme un continent ouvert, une civilisation dont le rayonnement s'étend au-delà de ses frontières. On s'accorde de plus en plus à reconnaître que l'expansion européenne n'a pas constitué un phénomène mineur négligeable, mais bien plutôt « le caractère spécifique d'un continent opérant à l'échelle mondiale » (Jürgen Osterhammel). L'Europe s'est réalisée dans le monde, au-delà de ses propres frontières, à travers ses rapports avec d'autres sociétés. Ces relations extérieures n'ont certainement pas toujours revêtu la même importance, ni concerné les mêmes espaces. Mais l'expansion européenne vers les territoires d'outre-mer fait partie intégrante de l'histoire moderne ; elle a changé le monde, et à travers lui l'Europe. Plus encore, l'histoire moderne européenne est difficilement concevable sans la colonisation et l'impérialisme. Les expériences vécues hors d'Europe sont gravées dans les paysages, les corps et les esprits européens. L'histoire des sociétés européennes, avant tout celle d'États tels que la Grande-Bretagne, le Portugal et les Pays-Bas, mais aussi à bien des égards la Russie, la France et l'Allemagne, reste incomplète, voire incompréhensible, si on l'extrait de son contexte impérialiste et colonial.

La recherche récente sur l'impérialisme et la colonisation s'articule essentiellement autour de deux axes d'études généralement dissociés. D'une part, la recherche est centrée sur l'Europe, mais porte de moins en moins, comme cela était encore le cas dans l'histoire de l'impérialisme « classique », sur les « forces motrices » de l'expansion, et de plus en plus sur la portée de l'expérience coloniale pour les « métropoles » européennes. De nombreux historiens voient dans les colonies des « laboratoires de l'époque moderne », des lieux de gestation de catégories identitaires majeures telles que la race, la nation et le genre ; des lieux aussi, où missionnaires, enseignants, médecins et ingénieurs ont pu « expérimenter » en toute liberté, sans être soumis aux contraintes imposées par les sociétés européennes. L'expansion coloniale au XIXe et XXe siècle a joué un rôle important dans la reconfiguration de la culture et des sciences en Europe ; les formes de discipline sociale, ainsi que les discours sur la sexualité dans l'ordre bourgeois européen, sont également issus de modèles et d'idées reposant sur des activités coloniales. Parallèlement, le thème de la violence coloniale a gagné en importance au cours des dernières années, en particulier la question de savoir dans quelle mesure les excès de violence commis dans les colonies ont aussi conduit à une « brutalisation des mœurs » dans les sociétés européennes. Dans ce contexte, un vif débat s'est engagé sur le lien postulé par quelques historiens entre le génocide des Hereros par les colons allemands dans le Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie) et l'Holocauste.

Au cours des dernières décennies s'est établi un deuxième grand axe de recherche sur les anciennes colonies consacré entre autres à l'examen approfondi des changements apportés par les puissances coloniales européennes dans les sociétés d'Afrique et d'Asie. Dans l'ensemble, on note que les études récentes portant sur le champ de recherche longtemps négligé de la colonisation allemande présentent une certaine préférence pour l'analyse de l'imaginaire et du discours colonial. Certains auteurs s'adonnent sans retenue à un penchant pour la théorisation à outrance, et délaissent aussi bien les réalités concrètes de la domination coloniale que celles des milieux de vie des populations colonisées. Mais de nombreuses études récentes plus substantielles d'un point de vue empirique portent aussi sur une histoire coloniale eurocentrée, qui ne tient guère compte des réalités coloniales, et encore moins des populations colonisées (excepté dans leur fonction d'écran). Aussi enrichissantes que puissent être des études sur l'impact du vécu et de l'imaginaire colonial sur les « métropoles », il reste important de ne pas perdre de vue l'histoire des colonisés.

Les chapitres de la partie 4 consacrés, dans le présent volume du manuel d'Histoire franco-allemand, au thème de l'expansion européenne et de la colonisation, sont encore essentiellement axés autour des motivations de la colonisation européenne et de l'importance de l'impérialisme et de la colonisation au plan mondial au XIXe et XXe siècle. L'extension de l'hégémonie européenne et sa croissante remise en question par d'autres puissances constitue ce faisant un aspect majeur, mais les pratiques coloniales des puissances européennes et les expériences des colonisés sont également thématiques. Ce n'est que dans le « bilan », à la rubrique « regards croisés franco-allemands », que le manuel aborde les discussions sur le passé colonial menées actuellement en France et en Allemagne, un point important, puisque les répercussions de la colonisation et l'influence persistante des empires sur l'Europe post-coloniale gagnent un peu partout en importance en historiographie et dans les débats publics. La mémoire de la colonisation est étroitement liée à la configuration des relations actuelles entre l'Europe et ses anciennes colonies. Les nombreux liens tissés entre l'Europe et l'ancien monde colonisé dans les domaines du commerce, de la diplomatie, de la politique de sécurité et de la coopération au développement, s'entremêlent aux visions contemporaines du passé impérial. En 2003, les nets désaccords entre les États européens sur la question d'une intervention armée en Irak renvoient par exemple à des représentations divergentes du rôle de l'Europe dans un monde post-colonial. Les débats sur les frontières de l'Europe, sur les déficits démocratiques dans nombre d'anciennes colonies, ou sur le rôle de l'Union européenne pour la promotion de la prospérité et de la démocratie dans les pays en voie de développement, sont également influencés par « l'héritage de la colonisation ».

Pour émettre ici, dès l'abord, une critique d'ordre général : les chapitres de la partie 4, bien agencés du point de vue didactique et presque trop richement illustrés, souffrent d'un très grand manque de place. Des processus extrêmement complexes sont présentés en quelques lignes. Pour beaucoup de thèmes, le texte introduisant les sources est trop succinct par rapport aux sources elles-mêmes, ce qui aboutit parfois à des énoncés déconcertants. Le chapitre 9 sur « L'Europe et le monde à l'âge de l'impérialisme » aborde

brièvement les raisons essentielles de la montée en puissance de l'Europe. Le passage sur « le rayonnement culturel de l'Europe » (p. 160) prête cependant à malentendu. Il y est dit par exemple : « Dans les pays colonisés, où aucune langue nationale n'est parvenue à s'imposer, la langue du colonisateur est la langue officielle ». Mais, en fait, aucune langue nationale n'existait au préalable dans les colonies, qui se distinguaient pour la plupart par une très grande diversité culturelle et linguistique ; et surtout, pratiquement aucune colonie ne formait une nation à l'époque de la colonisation. Les frontières tracées par les colons européens n'ont souvent pas tenu compte des réalités nées de l'histoire. Pour ne mentionner que deux exemples : de vastes territoires de l'émirat d'Adamaua appartenant au califat de Sokoto sont passés sous domination allemande, alors que son centre politique, Yola, est revenu aux Britanniques, qui l'ont intégré au Nigeria du Nord. En Afrique de l'Ouest, les populations du bassin des Volta, qui parlaient l'éwé, ont été partagées en deux colonies, le Togo allemand et la Côte-de-l'Or britannique. Les constellations géographiques mettent aussi en évidence l'arbitraire de ces tracés de frontières. Ainsi, l'État du Sénégal est coupé en deux par le milieu par l'État de Gambie, qui le traverse comme un long tuyau s'étendant sur une longueur de 300 Km et une largeur maximale de 50 Km. De même, la bande de Caprivi sépare le Botswana et l'Angola, constituant un obstacle à l'intégration économique de la région. Les frontières du Bénin (l'ancien Dahomey) et du Togo se sont avérées tout aussi problématiques pour le développement économique. Ces deux États d'Afrique de l'Ouest, tels « deux mouchoirs étendus l'un à côté de l'autre » (Leonhard Harding) n'ont respectivement qu'une très étroite bande côtière et un arrière-pays tout en longueur. Les puissances coloniales ont aménagé les capitales, Cotonou et Lomé, sur la côte, ce qui a contribué à entraver encore plus l'intégration de toutes les parties du territoire dans un État moderne. L'émergence des « puissances extra-européennes », à savoir les États-Unis et le Japon, représente un aspect important pour la période de l'impérialisme, que le manuel franco-allemand traite à juste titre. Peut-être faudrait-il ajouter dans le passage concernant le Japon (p. 162) que la victoire des Japonais dans la guerre sino-russe de 1904-1905 n'a pas donné naissance au mythe du « péril jaune » en Europe, mais n'est venu que le renforcer. Par ailleurs, la victoire des Japonais a constitué un important signal pour beaucoup d'activistes politiques hors d'Europe, et a favorisé la diffusion de mouvements politiques comme le panasiatisme. La Chine (dossier, p. 124s.) est un bon exemple pour illustrer le fait que parallèlement à l'établissement d'un cadre général formel par les puissances coloniales européennes, les grandes puissances capitalistes ont également gagné en influence au plan économique et politique. Cependant, la dimension de ce cas d'étude ne se dégage pas assez nettement, en raison de l'extrême concision de la présentation. La Chine a connu de grandes difficultés dès le début du XIXe siècle, époque à laquelle elle a été affectée par une triple crise écologique, politique et économique. L'Empire Qing, affaibli, n'a bientôt pu se soustraire plus longtemps aux exigences, appuyées par des démonstrations de force militaire, des puissances occidentales, en particulier de la Grande-Bretagne, visant l'ouverture partielle du gigantesque (du moins l'espérait-on) marché chinois. Les Chinois ont dû également accepter l'établissement de comptoirs commerciaux et le

déploiement d'activités missionnaires. Par la suite, l'Empire du milieu est devenu le théâtre des « rivalités impérialistes entre les grandes puissances ». À la suite de la révolte des Boxers en 1900, au cours de laquelle plus de 200 étrangers, mais aussi des milliers de Chinois chrétiens, ont été massacrés, la Chine s'est vue dicter par les puissances internationales de draconiennes mesures punitives, dont le paiement sur 39 ans de colossales indemnités, soit 67,5 millions de livres sterling, aux effets catastrophiques pour l'économie chinoise.

Le chapitre 10 du manuel d'Histoire franco-allemand, consacré à « la domination coloniale », souligne tout d'abord à juste titre les multiples motivations des conquêtes coloniales à la fin du XIXe siècle en Afrique et dans une partie de l'Asie. Le manuel aurait pu ce faisant mettre encore plus l'accent sur le fait que ces motivations se différencient selon les pays, les périodes et les lieux. Dans certains cas, les desseins stratégiques vont de pair avec des objectifs financiers, dans d'autres, l'opportunisme économique s'allie à la mégalomanie politique. Mais on ne peut en aucun cas identifier un intérêt spécifique dont résulteraient toutes les autres motivations. L'émergence et le développement des empires coloniaux européens au cours du long XIXe siècle ont en outre été marqués par des hasards et des éventualités. Le manuel propose ensuite une brève présentation des « formes de la domination » dans les colonies. On y retrouve le discours classique selon lequel chaque « métropole » aurait développé sa propre « méthode » de colonisation, la France optant plutôt pour une « administration directe », la Grande-Bretagne par contre pour le fameux système du indirect rule. Mais la recherche a montré que ces systèmes ne sont guère entrés en ligne de compte dans les pratiques coloniales, l'administration ayant très largement dépendu des conditions de domination locales. En fait, toutes les puissances coloniales ont pratiqué une « administration indirecte », les administrateurs coloniaux dépendant sur le terrain de la coopération avec les autochtones, en raison de leurs faibles ressources en personnel administratif. Dans le passage consacré à « l'exploitation économique » (p. 176), on pourrait ajouter que la crise économique mondiale des années 1930 n'a pas seulement abouti à une dépendance croissante des colonies vis-à-vis de l'Europe, à travers des mesures douanières, mais que les empires coloniaux européens ont aussi rapidement dépendu des ressources de leurs colonies (durant la Seconde Guerre mondiale).

Le troisième volet de ce chapitre 10, consacré aux « populations colonisées », esquisse une vision encore très dichotomique. Il n'apparaît pas assez clairement que la mise en place de la domination coloniale a représenté un phénomène de longue durée irrégulier, marqué par un jeu complexe de concurrences opposant parfois les Européens entre eux ou les autochtones entre eux. Si les résistances contre les colons européens ont été fréquentes, les arrangements et les coopérations entre colons et colonisés n'ont pas non plus manqué. Et si la violence constitue un aspect central de la colonisation, elle n'est en règle générale nullement l'expression de la force, mais bien plutôt de la faiblesse des colons européens. La domination coloniale est toujours restée précaire. De plus, les relations entre colons et colonisés ont été marquées par l'ambivalence. Certes, les sociétés coloniales ont adopté le principe de la distanciation : les instances supérieures de l'État colonial et de

l'économie étaient par définition européennes, la ségrégation spatiale, le paternalisme et le dédain envers les cultures autochtones, les tentatives d'exploitation systématique des populations autochtones étaient de règle. Mais les barrières entre colons et colonisés seront franchies à maintes reprises. Les sociétés coloniales conjuguent la séparation et le rapprochement. Ce dernier se manifeste par exemple, sur un mode certes encore hiérarchique, sous la forme de relations sexuelles entre colonisateurs et femmes autochtones. Les récents travaux de recherche soulignent la marge de manœuvre dont disposaient les colonisés et décrivent la situation coloniale comme un processus de relations aussi diverses que contradictoires. Les colonisés ont tiré profit de toutes les ressources offertes par la présence des Européens. Il ne s'agit certes pas de minimiser les violences commises par les colons et l'exploitation des colonisés, mais il est important de souligner les efforts entrepris par les colonisés et les ressources dont ils disposaient pour développer et faire reconnaître leurs propres modes de vie dans et par la colonisation. Ainsi, le manuel prête à malentendu (p. 178) lorsqu'il énonce que les colons ont imposé aux Africains l'introduction de certaines cultures, comme celle du cacao. En fait, ce sont les Africains eux-mêmes qui ont souvent pris l'initiative de développer la culture de produits destinés à l'exportation, comme le cacao. Enfin, il faut nuancer l'image esquissée dans le manuel, et souvent propagée dans les anciens ouvrages de référence, selon laquelle les élites locales étaient « déchirées entre deux cultures » (ibid.), ce qui n'a généralement pas été le cas. Ces élites ont souvent su tirer profit de cet « espace intermédiaire » qui s'offrait à elles. Comme l'a écrit Frederick Cooper : « In-between is as much a place to be home as any other ». Le dossier du chapitre 10 consacré aux colonies et à la Première Guerre mondiale aborde une période cruciale, la Grande Guerre marquant à bien des égards la fin de « l'âge de l'impérialisme ». Mais la fin des empires coloniaux des puissances européennes semble alors plus éloignée que jamais. Lors de la conférence de paix de Versailles, le président américain Woodrow Wilson met l'accent sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais l'indépendance des colonies ne se fera pas dans l'immédiat. La Société des Nations nouvellement créée met en évidence le paternalisme des grandes puissances de l'époque, comme l'illustre l'article 22 du mandat de la SDN publié dans le manuel. Les déceptions se font jour, après l'enthousiasme suscité par les fameux « quatorze points » du président Wilson, entraînant avant tout en Asie, et dans une moindre mesure en Afrique, la formation ou la dynamisation de mouvements anti-coloniaux. Le texte d'introduction de ce dossier aurait gagné à être un peu plus substantiel.

Il est regrettable que le manuel n'aborde pas la période de l'entre-deux-guerres, en particulier la crise économique mondiale, si importante pour l'évolution ultérieure du colonialisme. Par ailleurs, les indications bibliographiques finales apparaissent bien arbitraires. Mais dans l'ensemble, on ne peut que saluer avec tout le respect qu'elle mérite la performance des auteurs, qui sont parvenus à didactiser de manière adéquate un champ thématique extrêmement diversifié et complexe.

Traduction : Isabelle Quillévéré